



LES CONFÉRENCES

GÉRARD-PARIZEAU

6<sup>e</sup> conférence

**Fernando Henrique Cardoso**

**Les rapports Nord-Sud  
dans un contexte d'équilibre mondial  
en mutation**

Le 14 avril 2005

Série Université de Montréal

Université   
de Montréal

Les Conférences Gérard-Parizeau

6<sup>e</sup> conférence

**Henrique Fernando Cardoso**

**Les rapports Nord-Sud dans  
un contexte d'équilibre mondial  
en mutation**

Le 14 avril 2005

Série Université de Montréal

## **PRIX ET CONFÉRENCES GÉRARD-PARIZEAU**

### **Gérard Parizeau: l'homme**

Le Fonds Gérard-Parizeau est placé sous le signe d'un homme qui, par sa double carrière d'homme d'affaires et d'historien, lui a donné ipso facto sa vocation. Professeur à l'École des hautes études commerciales de Montréal, courtier d'assurances dont le cabinet deviendra l'un des plus importants au Canada, Gérard Parizeau commençait, à l'automne de sa vie, une carrière dont l'œuvre éclaire de façon originale, des chapitres moins connus de l'histoire du Québec, notamment celle de la bourgeoisie canadienne-française du XIX<sup>e</sup> siècle.

### **Le comité et les lauréats du prix Gérard-Parizeau**

Le Comité responsable du Fonds Gérard-Parizeau, constitué de représentants d'HEC Montréal (dont le directeur), de l'Université de Montréal (dont le doyen de la Faculté des études supérieures) et des membres de la famille Parizeau, attribue un prix d'excellence et organise une conférence publique, alternativement dans les champs de l'assurance, de la finance et de l'économie, et dans celui de l'histoire et des sciences sociales.

Chaque année, le Comité détermine les règles d'attribution du prix, celles qui s'appliqueront à la conférence publique, et désigne les membres du jury. HEC Montréal et l'Université de Montréal sont chargées, en alternance, de l'organisation des événements.

Entrant dans sa sixième année, le Prix Gérard-Parizeau a voulu souligner une œuvre exceptionnelle et une implication sociale dynamique, dans l'ouverture du vaste et difficile champ de l'histoire des sciences au Québec. Le lauréat fut le professeur Yves Gingras du Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal.

Le premier prix fut attribué en 2000 dans le domaine de l'assurance au Québec. Le récipiendaire en fut M. Jean-Marie Poitras, le fondateur du groupe La Laurentienne.

En 2001, le comité responsable décida qu'en filiation avec les ouvrages de

Gérard Parizeau, l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle québécois serait le domaine choisi pour l'attribution du prix. Le jury consacra les travaux du professeur Gérard Bouchard, historien à l'Université du Québec à Chicoutimi.

Le Prix Gérard-Parizeau revint en 2002 à l'assurance et à la gestion des risques, cette fois pour l'enseignement et la recherche. Il fut attribué au professeur Georges Dionne de HEC Montréal.

En 2003, le comité responsable détermina que le prix serait accordé dans le champ de l'histoire économique et sociale du Québec. Le professeur Brian Young du Département d'histoire de l'Université McGill en fut le récipiendaire.

Le Prix Gérard-Parizeau a voulu reconnaître, en 2004, une contribution exceptionnelle dans le domaine de la politique économique; le lauréat fut le professeur Bernard Fortin du Département d'économique de l'Université Laval.

### **Les conférences publiques**

La conférence publique qui attire toujours un large public, a lieu le jour où le Prix Gérard-Parizeau est attribué. Six de ces conférences se sont déroulées et le texte de chacune d'elles a été publié.

1<sup>re</sup> conférence (série HEC Montréal), le 4 avril 2000

M. Michel Crouhy

*La gestion du risque de crédit et la stabilité du système financier international*

2<sup>e</sup> conférence (série Université de Montréal), le 20 mars 2001

M. Gérard Noiriel

*L'historien face aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle.*

*Mondialisation des échanges et crise des États-nations*

3<sup>e</sup> conférence (série HEC Montréal), le 10 avril 2002

M. Philipp Jorion

*La gestion des risques après le 11 septembre 2001*

4<sup>e</sup> conférence (série Université de Montréal), le 3 avril 2003

M. Alain Touraine

*La globalisation, réalités, idéologies et déclin*

5<sup>e</sup> conférence (série HEC Montréal), le 6 avril 2004

M. Claude Castonguay

*Les pensions : un sujet d'inquiétude ?*

6<sup>e</sup> conférence (série Université de Montréal), le 14 avril 2005

Le président Fernando Henrique Cardoso

*Rapports Nord-Sud dans un contexte d'équilibre en mutation*

Lors de cette 6<sup>e</sup> Conférence Gérard-Parizeau, l'Université de Montréal a souligné la venue du président Cardoso et le 50<sup>e</sup> anniversaire de la création du Département de sociologie de l'Université de Montréal en lui décernant un Doctorat Honoris Causa.

## **Présentation du Président Fernando Henrique Cardoso**

**Par Arnaud Sales, directeur du Département de Sociologie de l'Université de Montréal.**

### **Sociologue influent**

Fernando Henrique Cardoso, le plus influent des sociologues d'Amérique Latine et Président de la République du Brésil pendant deux mandats entre 1995 et 2003, reconnu parmi les plus grands par ses réalisations pendant ses deux mandats, est une figure dominante des scènes scientifique, politique et intellectuelle du monde globalisé d'aujourd'hui.

Le projet fondateur de la sociologie comme discipline a toujours été de comprendre la signification des changements de grande envergure qui bousculent les sociétés, de produire un vaste ensemble de théories et de connaissances sur les phénomènes et problèmes sociaux, tout en recherchant des solutions à ces problèmes qui accompagnent souvent ces transformations.

Rares sont ceux ou celles qui ont pu, comme Fernando Henrique Cardoso, s'inscrire aussi fortement dans un tel programme et joindre la vocation du savant et la vocation du politique dont Max Weber distinguait si fortement les dispositions requises.

Né à Rio de Janeiro dans une famille associée aux grands événements de l'Histoire politique et militaire du Brésil sur plusieurs générations, Fernando Henrique Cardoso fera ses études de sociologie à l'Université de São Paulo, un lieu où convergent courants intellectuels français et états-uniens, et l'influence de Florestan Fernandes qui sera son premier mentor. Très vite, il émerge comme un universitaire particulièrement prometteur. Il est à São Paulo l'assistant de Roger Bastide. Déjà, il est très engagé dans les mobilisations politiques nationalistes et de lutte contre le sous-développement. Il fait une thèse sur Capitalisme et esclavage dans le Brésil méridional, travaille sur l'élite industrielle brésilienne et le développement. Il noue à cette époque une relation toujours aussi vivace avec Alain Touraine qu'il revoit encore très régulièrement.

## Homme d'opinion

S'opposant à la prise de pouvoir par les militaires en 1964, il est menacé de prison et doit s'exiler avec sa famille au Chili. C'est à cette époque qu'il écrit avec Enzo Faletto, *Dépendance et développement en Amérique Latine* qui va lui assurer une influence intellectuelle considérable y compris dans les analyses portant sur la société québécoise. Si l'on a surtout retenu de cet ouvrage le concept de dépendance, ce que les auteurs montraient, c'était d'une part la variance des situations des pays périphériques liées souvent à leur structure sociale, et d'autre part les différences de relations entre le Centre et les différentes parties de la Périphérie.

Fernando Henrique Cardoso ne reviendra au Brésil qu'en 1968, mais un nouveau coup d'État vient chasser les professeurs progressistes des universités. Fernando Henrique Cardoso participe, grâce à des fonds de la Fondation Ford à la création du Centro Brasileiro de Análise e Planejamento (CEBRAP), une institution centrale de la recherche en sciences sociales au Brésil, et il en devient le Directeur. Ses recherches, ses publications, son enseignement ont été couronnés de prix prestigieux pour ses travaux sur les changements sociaux, le développement international, la démocratie contre l'autoritarisme, la réforme des institutions étatiques. Il a été aussi Président de l'Association Internationale de sociologie.

Il faut pour compléter cette présentation souligner la contribution de Fernando Henrique Cardoso à titre d'homme politique. Sa lutte pour la démocratie, contre l'autoritarisme des régimes militaires, est avant même son élection comme Sénateur en 1982, déjà au centre de son engagement constant dans des mobilisations politiques et des campagnes électorales. Il est alors un des membres fondateurs du Parti Social-démocrate Brésilien. Il devient ministre des Affaires étrangères en 1992-1993 et ministre des Finances en 1993-1994, où par une habile réforme de stabilisation économique, le plan Real, il met fin à une inflation galopante.

## Défenseur de la démocratie

Le sociologue-homme politique devient en 1995 jusqu'en 2003, président de la République d'un pays de plus de 180 millions d'habitants, capable de comprendre les enjeux du développement et les défis de la mondialisation, tout comme de

s'attaquer aux inégalités. Ainsi de vastes améliorations au système de santé dans les zones rurales font décroître de 25 % la mortalité infantile, tandis que grâce à un effort considérable dans le système d'éducation, le nombre d'élèves au secondaire s'accroît de plus d'un tiers, et que double en 8 ans le nombre de ceux et celles qui entrent à l'Université.

Son combat pour la démocratie, les droits humains et le développement est toujours aussi actif et il préside aujourd'hui le Club de Madrid qui regroupe des Présidents de pays engagés dans ce combat, y compris Bill Clinton. Il a réalisé au cours des ans une magnifique carrière et démontré un engagement social et politique hors du commun.



## **Les rapports Nord-Sud dans un contexte d'équilibre mondial en mutation**

Je suis ravi d'être de retour à Montréal. Je compte plusieurs amis ici – je peux d'ailleurs reconnaître certains d'entre eux dans l'auditoire – et me retrouver parmi vous me rappelle les bons souvenirs que j'ai de mes nombreux séjours au Canada à titre de professeur de sciences sociales.

C'était dans les années 60 et 70. Les travaux que je menais alors à titre de chercheur ont beaucoup à voir avec le sujet que j'aborderai aujourd'hui: les relations Nord-Sud, et plus précisément les possibilités et les contraintes en matière de développement

À cette époque, jamais je n'aurais cru être un jour président du Brésil, et que pendant mes huit années à la présidence, j'aurais l'occasion de confronter, à la réalité, les arguments et les propositions que j'avais élaborés à titre de chercheur.

Les relations Nord-Sud ont profondément changé au cours des dernières décennies. J'amorcerai donc mon discours par un rappel des faits marquants de l'histoire. J'espère que ce retour en arrière permettra de rafraîchir la mémoire des personnes de ma génération qui ont suivi les aléas du débat international sur la question du développement depuis ses débuts.

Ce survol historique contribuera également à brosser à l'intention des étudiants – qui forment la majorité de l'auditoire – un tableau fort utile du long chemin que nous avons parcouru avant d'aboutir à l'impasse actuelle dans le domaine des relations Nord-Sud.

### **Opposition entre le Nord et le Sud**

Dans la sphère des relations internationales, le concept de l'opposition entre le Nord et le Sud a pris naissance à la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est au cours des années suivant la chute du fascisme nazi que la plupart des colonies européennes d'Afrique et d'Asie ont acquis leur indépendance et sont devenues des pays souverains. En Amérique latine, la plupart des pays avaient été libérés du joug de l'Espagne et du Portugal au cours de la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle.

Les pays pauvres de ces trois continents, c'est-à-dire l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, se sont vus attribuer différents noms, y compris «le Sud» et

«le Tiers Monde». Cette dernière expression a été inventée par le géographe français Yves Lacoste, d'après la notion de «Tiers état» utilisée pendant la Révolution française. Dans le contexte de la guerre froide, le Tiers Monde se définissait par opposition au premier monde (les pays démocratiques à économie de marché de l'Ouest) et au deuxième monde (les pays communistes de l'Est).

En termes concrets, le «Sud» ne voulait pas dire grand-chose en ce temps-là. La plupart des pays du Sud étaient affairés à créer leurs institutions nationales, non sans de grandes difficultés, et à s'organiser pour fonctionner de façon autonome et dans la dignité. Ils commençaient à peine à faire valoir leurs intérêts communs et à faire preuve d'une certaine unité sur la scène internationale.

Au chapitre des relations internationales, ils voulaient échapper à la dynamique délétère de la guerre froide et éviter que le conflit Est-Ouest se transporte chez eux et donne lieu à un affrontement militaire. Le Sud était, au mieux, une vague association de pays qui se trouvaient dans une situation difficile et qui partageaient un passé relativement semblable à titre d'anciennes colonies des puissances européennes, et non une coalition de pays dotée d'un plan d'action clair en matière internationale.

Il reste que lentement et progressivement, les grandes lignes d'un plan commun en matière internationale ont été définies, entremêlant initialement les luttes politiques sur la décolonisation, la fin de l'impérialisme et le combat contre la discrimination raciale avec divers enjeux économiques comme l'augmentation des prix et l'amélioration des conditions d'accès aux marchés pour l'exportation de produits tropicaux et de marchandises en général.

## **Émancipation du Sud**

Les conférences tenues à Bandung en 1955 (il y a 50 ans) et à Belgrade en 1961 ont constitué des moments marquants dans le processus d'émancipation du Sud. C'est en effet à Belgrade que le Mouvement des pays nonalignés a vu le jour. Ce mouvement allait devenir l'organe central pour le développement et l'expression de l'opinion politique du Sud au cours des décennies suivantes.

Cette opinion politique reposait essentiellement sur la défense d'un ensemble de principes, dont les suivants : (i) l'abstention de toute forme d'intervention ou d'ingérence dans les affaires des autres nations ; (ii) le respect du droit des peuples

à l'autodétermination; (iii) le respect de la souveraineté des États et de leur capacité de régler leurs affaires internes et leurs différends respectifs; (iii) le règlement des différends par des moyens pacifiques; et (iv) la fin de la colonisation et de la discrimination raciale.

Il faut comprendre que cet ensemble de principes constituait le dénominateur commun d'un groupe de pays fort diversifié. De plus, il est permis de penser que la défense de ces principes était la seule option possible pour des pays dépourvus de toute puissance militaire.

Le nombre élevé d'États participants conférait sa force au mouvement de non-alignement. Aux Nations Unies, les pays non alignés ont d'ailleurs été capables de coordonner leurs positions et de voter ensemble en faveur ou à l'encontre de certaines résolutions controversées.

À la lumière de la réalité d'aujourd'hui, et en rétrospective, ces principes ne sont pas seulement dépassés. Ils sont presque dangereux dans la mesure où ils consacrent l'État-nation comme le principal, voire l'unique acteur légitime dans les relations internationales, et ce, indépendamment de la nature des régimes en place dans chaque État. Cette conception, à laquelle souscrivaient de nombreuses personnes durant la guerre froide, est compréhensible uniquement si on se réfère au contexte idéologique de l'époque.

D'une part, le Mouvement des pays non-alignés ne voyait pour ainsi dire pas l'utilité de soumettre à une instance internationale des questions concernant les droits de l'homme ou l'environnement, pas plus qu'il n'accordait de légitimité aux intervenants comme les organisations non gouvernementales. D'autre part, au nom de la souveraineté absolue des gouvernements, certains pays non alignés ont occasionnellement et tacitement cautionné des régimes autoritaires, coupables dans certains de graves violations des droits de la personne.

Les pays démocratiques du Sud étaient réticents à appuyer inconditionnellement le concept de non-alignement. Certains d'entre eux n'ont d'ailleurs jamais adhéré au mouvement de façon officielle.

Pour ceux qui avaient choisi la défense de la démocratie comme élément clé de leur stratégie politique, comme ce fut le cas des gens de ma génération au Brésil, il était clair qu'il fallait chercher des alliés solides à l'extérieur du Mouvement des non-alignés. Les organisations non gouvernementales et, paradoxalement,

certains partis politiques des démocraties occidentales nous ont fourni nos alliés les plus précieux, et ce, en dépit du fait que les régimes militaires s'étaient arrogé le pouvoir en Amérique latine, avec la complicité du géant américain. La situation avait toutefois changé grâce à l'intervention du président Jimmy Carter, qui, grâce à sa politique sur les droits de l'homme a écrit une page d'histoire en favorisant la démocratie en Amérique latine.

Vers la fin de la guerre froide, le Mouvement des non-alignés a perdu son attrait et sa raison d'être. Aujourd'hui, ce mouvement est presque disparu de la face du monde, non sans avoir accompli son rôle dans l'histoire : faire entendre la voix du Sud pour la première fois.

## **La voix du Sud**

C'est dans le cadre de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), en 1964, que la voix des pays du Sud a résonné. Au moment d'aborder les enjeux d'ordre économique, les pays du Sud ont fait montre d'une cohérence accrue, le sous-développement constituant un problème bien trop criant pour qu'on puisse l'ignorer.

Les pays du Sud pouvaient s'exprimer plus aisément et faisaient preuve de plus d'unité à l'égard de leur quête commune pour le développement durable qu'à l'égard du conflit opposant l'Est et l'Ouest, qui semait la division entre eux. En outre, ils pouvaient déclarer que la justice les appuyait et que la lutte en faveur du développement constituait un combat que les pays défavorisés avaient raison de mener.

Lors de cette première CNUCED, de nombreuses études et recherches avaient déjà été réalisées sur des questions de développement interreliées comme : (i) la détérioration des termes de l'échange des produits de base par rapport aux produits industriels; (ii) le système de commerce international et les obstacles à l'exportation depuis les pays pauvres; (iii) le rôle des multinationales et du transfert technologique entre le Nord et le Sud; (iv) la substitution des importations, la protection des marchés intérieurs et les autres conditions préalables aux stratégies d'industrialisation; et (v) les conditions de développement dans les économies dites « dépendantes ».

Je ne reviendrai pas ici sur tous les détails de ce travail théorique de longue haleine, qui a été accompli en grande partie dans les années 60 et 70, et qui demeure aujourd'hui un des meilleurs moyens de comprendre les rouages internes du sous-développement et de sa sociologie.

Les travailleurs scientifiques de l'Amérique latine ont joué un rôle déterminant dans ce débat, surtout au sein de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), ainsi que dans toutes les grandes universités de la région. J'appartenais moi-même à une génération de travailleurs scientifiques latino-américains qui comprenait Raul Prebisch, le premier secrétaire général de la CNUCED.

Dès sa première conférence en 1964, et jusqu'au début des années 80, la CNUCED a été la tribune de choix des pays en développement pour faire avancer le débat et entretenir des négociations visant à transformer les règles économiques internationales à leur avantage. Ces pays ont formé le Groupe des 77, proclamant que le commerce, plutôt que l'aide internationale, était la solution à leurs problèmes. Ils ont fondé beaucoup d'espoirs en l'exercice de la CNUCED. De plus, la réponse initiale du Nord a semblé leur inspirer un certain optimisme.

### **Quelques réalisations de la CNUCED**

- L'établissement du principe de non-réciprocité du commerce entre le Nord et le Sud, plutôt que la stricte réciprocité qui constituait le fondement de toute négociation au GATT (aujourd'hui l'Organisation mondiale du commerce), où une des parties ne faisait des concessions que si d'autres parties faisaient de même. La dérogation de la CNUCED au principe de la réciprocité avait toutefois des conditions; elle reposait sur l'accès préférentiel au marché des pays riches, qui était accordé unilatéralement par chacun d'eux pour des produits précis des différents pays exportateurs. Ce mécanisme, connu sous le nom de Système généralisé de préférences (SGP), ne représentait pas seulement un gain conceptuel; il a eu des répercussions réelles sur les revenus d'exportation des pays du Sud. Cependant, le SGP accordait aussi une vaste autorité discriminatoire aux pays accordant les préférences. Ceux-ci pouvaient en effet suspendre les préférences ou les retirer de la liste des concessions en tout temps. Le SGP est toujours en vigueur et il est important pour certains pays, mais il ne représente plus qu'une part de plus en plus infime des exportations de l'ensemble des pays en développement.

- La CNUCED a aussi été la tribune de négociation des accords sur les produits, tels que le café, le cacao, le sucre et l'étain. Ces accords comprenaient des clauses qui limitaient ou tentaient de gérer l'approvisionnement (au moyen de stocks tampons ou de quotas d'exportation) dans le but de soutenir les prix des matières premières. L'OPEP a servi de modèle. Ces accords ont fonctionné pendant un certain temps, surtout dans les années 70. Les marchés se sont toutefois révélés plus forts que toutes les tentatives faites pour les asservir. Contrairement à la situation du pétrole, la hausse des prix a inévitablement entraîné une augmentation rapide de l'approvisionnement des produits comme le café et le cacao, et tous les accords sur les produits ont éventuellement échoué, certains non sans fracas.

- Au fil du temps, la CNUCED s'est aussi transformée en une sorte de groupe de réflexion sur les questions liées au développement, et a participé aux négociations qui s'y tenaient, de même qu'au débat élargi sur le développement. Si elle a cessé d'être une tribune pour les négociations Nord-Sud dans les années 80, la CNUCED est demeurée un groupe de réflexion.

### **Le dialogue Nord-Sud**

L'expression «dialogue Nord-Sud» est devenue une formule courante dans les années 70, dans le contexte d'un débat de plus en plus acrimonieux et hautement politisé.

Vers le milieu des années 70, lorsque le pouvoir de l'OPEP a atteint son paroxysme et que les États-Unis, figure de proue du Nord, se sont retrouvés affaiblis en sol domestique comme à l'étranger par la guerre du Vietnam, le Sud s'est senti ragaillardir.

Pour le Sud, l'objectif ambitieux de ce dialogue consistait à créer rien de moins qu'un soi-disant «nouvel ordre économique international» qui serait «plus juste».

Il s'agissait là de nobles idéaux qui, malheureusement, étaient déconnectés de la réalité. Les représentants des gouvernements des pays du Sud semblaient croire qu'ils pouvaient, à eux seuls, redessiner tout le cadre institutionnel et réglementaire international régissant les activités des intervenants économiques. Et que tout le monde serait d'accord avec leurs propositions.

Ce « dialogue » avait-il des chances de réussir ? Pas du tout ! La substitution d'argumentation analytique et de raisonnement économique par le volontarisme, le militantisme et les phrases creuses a été un signe indéniable pour tous les observateurs que le dialogue se dirigeait vers un mur. Ce n'était qu'une question de temps.

Ce mur s'est dressé au Mexique, en 1982, non sans avertissement. La situation internationale qui prévalait au milieu des années 70 avait déjà changé. Les États-Unis et le Royaume-Uni étaient dirigés par de nouveaux chefs puissants, notamment Ronald Reagan et Margaret Thatcher. À l'opposé, les pays de l'Europe de l'Est montraient déjà des signes de vulnérabilité, surtout au chapitre économique, et leur effondrement s'est produit peu après. Quant au Sud, en 1982 la crise de la dette étrangère avait déjà révélé la fragilité des économies de certains des pays les plus importants de la région, dont le Brésil, le Mexique, l'Argentine, la Corée du Sud et l'Indonésie.

Le dialogue Nord-Sud et le « nouvel ordre économique international plus juste » ont donc été enterrés dans le sable des superbes plages de Cancun, à la suite d'un arrêt de mort unilatéral prononcé par le Nord à l'occasion d'un sommet qui s'est déroulé dans une ambiance amère. Une fin mélancolique à plusieurs décennies de travail acharné et de rêves avortés. À la suite de ce sommet, les relations Nord-Sud imaginées et entretenues au cours des décennies précédentes ont tout simplement cessé d'exister.

### **Un nouveau concept de développement**

Dans une certaine mesure, l'échec à Cancun est un élément d'un tableau beaucoup plus vaste qui allait devenir d'une grande limpidité vers le milieu des années 80. Tout était en place alors pour la victoire de l'Ouest sur l'Est à l'issue de la guerre froide. Et pour l'émergence, presque universelle, des valeurs occidentales que sont la démocratie et l'économie de marché, dont certaines transactions ont d'ailleurs eu des conséquences directes sur le débat international relatif au développement.

Premièrement, le concept du développement a changé. Au cours des années 60 et 70, le concept du développement était limité presque exclusivement à la croissance économique, comme si le progrès matériel s'étendrait automatiquement à tous les aspects de la vie humaine et contribuerait à améliorer les conditions de vie de chacun.

Dans les années 80, cette perspective quelque peu simpliste du développement est devenue une composante, bien qu'importante, d'une structure théorique plus éparpillée qui comprenait, entre autres choses : la préoccupation environnementale à l'égard du « développement durable », préconisée dans le rapport Brundtland de 1986 ; l'approche axée sur le « développement humain », expliquée en détail par le Programme des Nations Unies pour le développement, avec l'appui des ONG ; et bien sûr diverses notions telles que « le commerce équitable » et le « développement holistique ».

La prise en compte graduelle des éléments liés à la qualité de vie et à l'équité en matière de développement a eu pour effet d'intégrer les valeurs démocratiques de notre époque aux débats et a constitué un pas vers la reconnaissance de la dynamique plus complexe du changement social dans les sociétés de masse modernes. Au même moment, la fragmentation du fondement conceptuel du développement a fait en sorte qu'il était plus difficile, et peu probable, d'envisager un modèle pour les négociations Nord-Sud, auquel il aurait fallu intégrer d'innombrables parties prenantes.

Deuxièmement, après Cancun, les négociations commerciales Nord-Sud ne pouvaient plus se dérouler à la CNUCED. Le GATT, que le Sud avait jusqu'alors considéré comme un « club de riches », a repris sa place au cœur des débats.

Une nouvelle ronde de discussions commerciales, le Cycle d'Uruguay, a vu le jour en 1986. Les débats n'ont porté que sur des questions indirectement liées au commerce, telles que la protection de la propriété intellectuelle, les mesures liées aux investissements étrangers et les services. Ces enjeux préoccupaient surtout le Nord, et en 1994, au moment où les accords du Cycle d'Uruguay ont été signés, on notait déjà des progrès dans ces secteurs. Par contre, on avançait lentement dans les dossiers liés au commerce des produits agricoles et à la réduction des tarifs douaniers et autres barrières aux exportations des économies en voie de développement.

Le GATT est devenu l'OMC en 1994 et depuis, le nombre de ses membres a considérablement augmenté. Aujourd'hui, aucun des États du Sud ne remet en question le mandat de l'OMC. Au contraire, peu d'entre eux nieraient le fait qu'il y va de l'intérêt des pays du Sud de sauvegarder le système de règles gouvernant le commerce international établi par l'OMC, car il s'agit du meilleur moyen de défense contre les actions unilatérales et le protectionnisme des pays riches. Voilà le point de vue du G-20, créé en 2003.



Troisièmement, et fait plus important encore, au cours des années 80 et 90, la diversité croissante des conditions économiques et sociales des pays en voie de développement est devenue manifeste.

Cette absence d'identité commune, d'un minimum d'homogénéité, a toujours caractérisé le Sud. Or, au cours des 20 dernières années, la disparité entre les pays en voie de développement s'est accrue à un point tel qu'il est devenu presque impossible pour ceux-ci de faire front commun dans les discussions à l'échelle mondiale. Le démantèlement de l'Union soviétique et le succès qu'ont connu certains pays d'Asie n'ont fait qu'exacerber le problème.

Si certains pays du Sud ont réussi mieux que d'autres à faire face aux défis posés par la nouvelle donne internationale, on remarque que c'est grâce aux choix qu'ils ont faits sur le plan national.

Aujourd'hui, le débat s'insère dans un contexte complètement à l'opposé de ce qu'il était dans les années 60 et 70. En cas d'échec, on souligne désormais le manque de leadership de certains pays du Sud plutôt que «l'ordre économique international injuste».

Par conséquent, les discussions visant à créer des conditions internationales favorables au développement ont graduellement cédé le pas au débat sur la gestion interne de chacun des pays pauvres. Ce glissement a isolé davantage les pays du Sud, puisque leur politique étrangère dépend de l'interaction entre leurs projets nationaux respectifs et les choix internationaux qui s'offrent à eux.

Nous sommes maintenant en présence de politiques individuelles, de négociations individuelles et de choix individuels, le tout dans un contexte international beaucoup plus complexe et fragmenté, où les partenaires se succèdent et où les coalitions varient en fonction des enjeux. Il reste bien peu de place pour des négociations collectives détaillées. Ce nouvel exercice s'avère difficile, voire âpre, avec des conséquences imprévisibles, quoique plus réalistes.

### **Les négociations Nord-Sud ; une période de transition**

Quel est l'avenir des négociations Nord-Sud, s'il en est un, dans le contexte international actuel ?

Avant de répondre à cette question, permettez-moi tout d'abord d'écartier d'emblée toute vision pessimiste, malgré la conjoncture actuelle. Contrairement à plusieurs gens de ma génération, je refuse, par nature et par instinct, de me laisser envahir par un sentiment de désespoir face à l'état actuel du monde.

Nous vivons à une époque incertaine, provisoire, où la transition entre l'ancien et le nouveau système n'est pas encore terminée. L'ancien ordre mondial, celui de la guerre froide, est révolu à jamais. Mais le nouveau cadre ou modèle de relations internationales reste encore à définir. Ce vide crée de l'angoisse.

Cette situation n'est pas sans rappeler celle décrite dans le célèbre roman de Lampedusa, *Le Guépard*, dont l'action se situe dans l'Italie du milieu du 19<sup>e</sup> siècle, et où il était clair, déjà, que la monarchie et l'aristocratie étaient condamnées, mais où la démocratie et la bourgeoisie n'avaient pas encore complètement triomphé.

Plusieurs signes indiquent que nous traversons actuellement une période de transition :

i) La multiplication des États souverains a provoqué une fragmentation du monde. L'intégration de ces nouveaux États au sein des institutions internationales existantes constitue une tâche gigantesque ;

ii) Une deuxième caractéristique de notre époque est l'érosion du pouvoir des gouvernements. Au chapitre économique, toute décision ou élaboration de politique par un gouvernement est assujettie aux lois du marché. Quant aux décisions politiques, elles résultent d'un processus de délibération complexe où l'intérêt du gouvernement n'est qu'un élément parmi d'autres et où les ONG, tout comme les représentants des groupes d'intérêts et les médias, occupent une place de choix ;

iii) Un troisième élément concerne la nature transnationale de la plupart des grands enjeux de l'heure. Le terrorisme, la protection de l'environnement, l'exode des populations et le trafic de stupéfiants ne sont que quelques-uns des enjeux cruciaux auxquels aucun pays ne peut faire face isolément.

iv) Alors que les problèmes se situent maintenant à l'échelle internationale, nos institutions sont restées essentiellement les mêmes depuis leur création, il y a

soixante ans : elles conservent leur nature intergouvernementale et entendent difficilement les voix provenant de certains segments de la société. Et comme elles comptent de plus en plus d'intervenants, elles sont mal outillées pour relever des défis qui ont tendance à se mondialiser.

Il résulte de tout cela un besoin croissant de créer les mécanismes d'une véritable gouvernance démocratique internationale. À cet effet, le secrétaire général, Kofi Annan, vient de rendre public les éléments d'une possible réforme des Nations Unies.

Je vois déjà le rôle très important que joueront au sein d'institutions internationales renouvelées les pays que l'on a appelés le Sud, le Tiers Monde, les pays en voie de développement et les économies émergentes.

La vaste majorité des habitants de la planète vit dans les pays du Sud. Ces dernières années, le Sud est devenu de plus en plus démocratique et de plus en plus intégré dans l'économie mondiale.

Une communication transfrontalière efficace et accessible permettra aux populations du Sud de briser l'isolement relatif dans lequel elles se trouvaient, encore récemment, par rapport aux progrès réalisés ailleurs dans le monde. Elles voudront participer à cette avancée et devront le faire.

Je ne vois pas les pays du Sud se liguier, en se fondant sur une notion simplifiée du développement, pour exiger du Nord des concessions unilatérales sur des questions commerciales. Cette attitude est chose du passé.

Je vois plutôt des peuples, agissant de concert avec leur gouvernement, s'affirmer et faire prévaloir leur point de vue sur un vaste éventail de sujets à l'occasion des rencontres internationales. Leur talent sera nécessaire pour les nombreuses décisions à prendre dans le cadre du débat sur le développement. Ce seront des sociétés dynamiques.

Cependant, les éléments théoriques de ce nouveau modèle de relations Nord-Sud restent à définir. Voilà qui peut constituer un défi pour les étudiants présents dans cette salle. Si j'ai su éveiller chez certains d'entre vous un intérêt particulier pour ce défi intellectuel, ma visite ici aujourd'hui n'aura pas été inutile.



Les Conférences Gérard-Parizeau

6<sup>e</sup> conférence

**Henrique Fernando Cardoso**

**Les rapports Nord-Sud dans  
un contexte d'équilibre mondial  
en mutation**

Le 14 avril 2005

Série Université de Montréal

## **PRIX ET CONFÉRENCES GÉRARD-PARIZEAU**

### **Gérard Parizeau: l'homme**

Le Fonds Gérard-Parizeau est placé sous le signe d'un homme qui, par sa double carrière d'homme d'affaires et d'historien, lui a donné ipso facto sa vocation. Professeur à l'École des hautes études commerciales de Montréal, courtier d'assurances dont le cabinet deviendra l'un des plus importants au Canada, Gérard Parizeau commençait, à l'automne de sa vie, une carrière dont l'œuvre éclaire de façon originale, des chapitres moins connus de l'histoire du Québec, notamment celle de la bourgeoisie canadienne-française du XIX<sup>e</sup> siècle.

### **Le comité et les lauréats du prix Gérard-Parizeau**

Le Comité responsable du Fonds Gérard-Parizeau, constitué de représentants d'HEC Montréal (dont le directeur), de l'Université de Montréal (dont le doyen de la Faculté des études supérieures) et des membres de la famille Parizeau, attribue un prix d'excellence et organise une conférence publique, alternativement dans les champs de l'assurance, de la finance et de l'économie, et dans celui de l'histoire et des sciences sociales.

Chaque année, le Comité détermine les règles d'attribution du prix, celles qui s'appliqueront à la conférence publique, et désigne les membres du jury. HEC Montréal et l'Université de Montréal sont chargées, en alternance, de l'organisation des événements.

Entrant dans sa sixième année, le Prix Gérard-Parizeau a voulu souligner une œuvre exceptionnelle et une implication sociale dynamique, dans l'ouverture du vaste et difficile champ de l'histoire des sciences au Québec. Le lauréat fut le professeur Yves Gingras du Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal.

Le premier prix fut attribué en 2000 dans le domaine de l'assurance au Québec. Le récipiendaire en fut M. Jean-Marie Poitras, le fondateur du groupe La Laurentienne.

En 2001, le comité responsable décida qu'en filiation avec les ouvrages de

Gérard Parizeau, l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle québécois serait le domaine choisi pour l'attribution du prix. Le jury consacra les travaux du professeur Gérard Bouchard, historien à l'Université du Québec à Chicoutimi.

Le Prix Gérard-Parizeau revint en 2002 à l'assurance et à la gestion des risques, cette fois pour l'enseignement et la recherche. Il fut attribué au professeur Georges Dionne de HEC Montréal.

En 2003, le comité responsable détermina que le prix serait accordé dans le champ de l'histoire économique et sociale du Québec. Le professeur Brian Young du Département d'histoire de l'Université McGill en fut le récipiendaire.

Le Prix Gérard-Parizeau a voulu reconnaître, en 2004, une contribution exceptionnelle dans le domaine de la politique économique; le lauréat fut le professeur Bernard Fortin du Département d'économique de l'Université Laval.

### **Les conférences publiques**

La conférence publique qui attire toujours un large public, a lieu le jour où le Prix Gérard-Parizeau est attribué. Six de ces conférences se sont déroulées et le texte de chacune d'elles a été publié.

1<sup>re</sup> conférence (série HEC Montréal), le 4 avril 2000

M. Michel Crouhy

*La gestion du risque de crédit et la stabilité du système financier international*

2<sup>e</sup> conférence (série Université de Montréal), le 20 mars 2001

M. Gérard Noiriel

*L'historien face aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle.*

*Mondialisation des échanges et crise des États-nations*

3<sup>e</sup> conférence (série HEC Montréal), le 10 avril 2002

M. Philipp Jorion

*La gestion des risques après le 11 septembre 2001*

4<sup>e</sup> conférence (série Université de Montréal), le 3 avril 2003

M. Alain Touraine

*La globalisation, réalités, idéologies et déclin*

5<sup>e</sup> conférence (série HEC Montréal), le 6 avril 2004

M. Claude Castonguay

*Les pensions : un sujet d'inquiétude ?*

6<sup>e</sup> conférence (série Université de Montréal), le 14 avril 2005

Le président Fernando Henrique Cardoso

*Rapports Nord-Sud dans un contexte d'équilibre en mutation*

Lors de cette 6<sup>e</sup> Conférence Gérard-Parizeau, l'Université de Montréal a souligné la venue du président Cardoso et le 50<sup>e</sup> anniversaire de la création du Département de sociologie de l'Université de Montréal en lui décernant un Doctorat Honoris Causa.



## **Présentation du Président Fernando Henrique Cardoso**

**Par Arnaud Sales, directeur du Département de Sociologie de l'Université de Montréal.**

### **Sociologue influent**

Fernando Henrique Cardoso, le plus influent des sociologues d'Amérique Latine et Président de la République du Brésil pendant deux mandats entre 1995 et 2003, reconnu parmi les plus grands par ses réalisations pendant ses deux mandats, est une figure dominante des scènes scientifique, politique et intellectuelle du monde globalisé d'aujourd'hui.

Le projet fondateur de la sociologie comme discipline a toujours été de comprendre la signification des changements de grande envergure qui bousculent les sociétés, de produire un vaste ensemble de théories et de connaissances sur les phénomènes et problèmes sociaux, tout en recherchant des solutions à ces problèmes qui accompagnent souvent ces transformations.

Rares sont ceux ou celles qui ont pu, comme Fernando Henrique Cardoso, s'inscrire aussi fortement dans un tel programme et joindre la vocation du savant et la vocation du politique dont Max Weber distinguait si fortement les dispositions requises.

Né à Rio de Janeiro dans une famille associée aux grands événements de l'Histoire politique et militaire du Brésil sur plusieurs générations, Fernando Henrique Cardoso fera ses études de sociologie à l'Université de São Paulo, un lieu où convergent courants intellectuels français et états-uniens, et l'influence de Florestan Fernandes qui sera son premier mentor. Très vite, il émerge comme un universitaire particulièrement prometteur. Il est à São Paulo l'assistant de Roger Bastide. Déjà, il est très engagé dans les mobilisations politiques nationalistes et de lutte contre le sous-développement. Il fait une thèse sur Capitalisme et esclavage dans le Brésil méridional, travaille sur l'élite industrielle brésilienne et le développement. Il noue à cette époque une relation toujours aussi vivace avec Alain Touraine qu'il revoit encore très régulièrement.

## Homme d'opinion

S'opposant à la prise de pouvoir par les militaires en 1964, il est menacé de prison et doit s'exiler avec sa famille au Chili. C'est à cette époque qu'il écrit avec Enzo Faletto, *Dépendance et développement en Amérique Latine* qui va lui assurer une influence intellectuelle considérable y compris dans les analyses portant sur la société québécoise. Si l'on a surtout retenu de cet ouvrage le concept de dépendance, ce que les auteurs montraient, c'était d'une part la variance des situations des pays périphériques liées souvent à leur structure sociale, et d'autre part les différences de relations entre le Centre et les différentes parties de la Périphérie.

Fernando Henrique Cardoso ne reviendra au Brésil qu'en 1968, mais un nouveau coup d'État vient chasser les professeurs progressistes des universités. Fernando Henrique Cardoso participe, grâce à des fonds de la Fondation Ford à la création du Centro Brasileiro de Análise e Planejamento (CEBRAP), une institution centrale de la recherche en sciences sociales au Brésil, et il en devient le Directeur. Ses recherches, ses publications, son enseignement ont été couronnés de prix prestigieux pour ses travaux sur les changements sociaux, le développement international, la démocratie contre l'autoritarisme, la réforme des institutions étatiques. Il a été aussi Président de l'Association Internationale de sociologie.

Il faut pour compléter cette présentation souligner la contribution de Fernando Henrique Cardoso à titre d'homme politique. Sa lutte pour la démocratie, contre l'autoritarisme des régimes militaires, est avant même son élection comme Sénateur en 1982, déjà au centre de son engagement constant dans des mobilisations politiques et des campagnes électorales. Il est alors un des membres fondateurs du Parti Social-démocrate Brésilien. Il devient ministre des Affaires étrangères en 1992-1993 et ministre des Finances en 1993-1994, où par une habile réforme de stabilisation économique, le plan Real, il met fin à une inflation galopante.

## Défenseur de la démocratie

Le sociologue-homme politique devient en 1995 jusqu'en 2003, président de la République d'un pays de plus de 180 millions d'habitants, capable de comprendre les enjeux du développement et les défis de la mondialisation, tout comme de

s'attaquer aux inégalités. Ainsi de vastes améliorations au système de santé dans les zones rurales font décroître de 25 % la mortalité infantile, tandis que grâce à un effort considérable dans le système d'éducation, le nombre d'élèves au secondaire s'accroît de plus d'un tiers, et que double en 8 ans le nombre de ceux et celles qui entrent à l'Université.

Son combat pour la démocratie, les droits humains et le développement est toujours aussi actif et il préside aujourd'hui le Club de Madrid qui regroupe des Présidents de pays engagés dans ce combat, y compris Bill Clinton. Il a réalisé au cours des ans une magnifique carrière et démontré un engagement social et politique hors du commun.

## **Les rapports Nord-Sud dans un contexte d'équilibre mondial en mutation**

Je suis ravi d'être de retour à Montréal. Je compte plusieurs amis ici – je peux d'ailleurs reconnaître certains d'entre eux dans l'auditoire – et me retrouver parmi vous me rappelle les bons souvenirs que j'ai de mes nombreux séjours au Canada à titre de professeur de sciences sociales.

C'était dans les années 60 et 70. Les travaux que je menais alors à titre de chercheur ont beaucoup à voir avec le sujet que j'aborderai aujourd'hui: les relations Nord-Sud, et plus précisément les possibilités et les contraintes en matière de développement

À cette époque, jamais je n'aurais cru être un jour président du Brésil, et que pendant mes huit années à la présidence, j'aurais l'occasion de confronter, à la réalité, les arguments et les propositions que j'avais élaborés à titre de chercheur.

Les relations Nord-Sud ont profondément changé au cours des dernières décennies. J'amorcerai donc mon discours par un rappel des faits marquants de l'histoire. J'espère que ce retour en arrière permettra de rafraîchir la mémoire des personnes de ma génération qui ont suivi les aléas du débat international sur la question du développement depuis ses débuts.

Ce survol historique contribuera également à brosser à l'intention des étudiants – qui forment la majorité de l'auditoire – un tableau fort utile du long chemin que nous avons parcouru avant d'aboutir à l'impasse actuelle dans le domaine des relations Nord-Sud.

### **Opposition entre le Nord et le Sud**

Dans la sphère des relations internationales, le concept de l'opposition entre le Nord et le Sud a pris naissance à la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est au cours des années suivant la chute du fascisme nazi que la plupart des colonies européennes d'Afrique et d'Asie ont acquis leur indépendance et sont devenues des pays souverains. En Amérique latine, la plupart des pays avaient été libérés du joug de l'Espagne et du Portugal au cours de la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle.

Les pays pauvres de ces trois continents, c'est-à-dire l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, se sont vus attribuer différents noms, y compris «le Sud» et

«le Tiers Monde». Cette dernière expression a été inventée par le géographe français Yves Lacoste, d'après la notion de «Tiers état» utilisée pendant la Révolution française. Dans le contexte de la guerre froide, le Tiers Monde se définissait par opposition au premier monde (les pays démocratiques à économie de marché de l'Ouest) et au deuxième monde (les pays communistes de l'Est).

En termes concrets, le «Sud» ne voulait pas dire grand-chose en ce temps-là. La plupart des pays du Sud étaient affairés à créer leurs institutions nationales, non sans de grandes difficultés, et à s'organiser pour fonctionner de façon autonome et dans la dignité. Ils commençaient à peine à faire valoir leurs intérêts communs et à faire preuve d'une certaine unité sur la scène internationale.

Au chapitre des relations internationales, ils voulaient échapper à la dynamique délétère de la guerre froide et éviter que le conflit Est-Ouest se transporte chez eux et donne lieu à un affrontement militaire. Le Sud était, au mieux, une vague association de pays qui se trouvaient dans une situation difficile et qui partageaient un passé relativement semblable à titre d'anciennes colonies des puissances européennes, et non une coalition de pays dotée d'un plan d'action clair en matière internationale.

Il reste que lentement et progressivement, les grandes lignes d'un plan commun en matière internationale ont été définies, entremêlant initialement les luttes politiques sur la décolonisation, la fin de l'impérialisme et le combat contre la discrimination raciale avec divers enjeux économiques comme l'augmentation des prix et l'amélioration des conditions d'accès aux marchés pour l'exportation de produits tropicaux et de marchandises en général.

## **Émancipation du Sud**

Les conférences tenues à Bandung en 1955 (il y a 50 ans) et à Belgrade en 1961 ont constitué des moments marquants dans le processus d'émancipation du Sud. C'est en effet à Belgrade que le Mouvement des pays nonalignés a vu le jour. Ce mouvement allait devenir l'organe central pour le développement et l'expression de l'opinion politique du Sud au cours des décennies suivantes.

Cette opinion politique reposait essentiellement sur la défense d'un ensemble de principes, dont les suivants : (i) l'abstention de toute forme d'intervention ou d'ingérence dans les affaires des autres nations ; (ii) le respect du droit des peuples

à l'autodétermination; (iii) le respect de la souveraineté des États et de leur capacité de régler leurs affaires internes et leurs différends respectifs; (iii) le règlement des différends par des moyens pacifiques; et (iv) la fin de la colonisation et de la discrimination raciale.

Il faut comprendre que cet ensemble de principes constituait le dénominateur commun d'un groupe de pays fort diversifié. De plus, il est permis de penser que la défense de ces principes était la seule option possible pour des pays dépourvus de toute puissance militaire.

Le nombre élevé d'États participants conférait sa force au mouvement de non-alignement. Aux Nations Unies, les pays non alignés ont d'ailleurs été capables de coordonner leurs positions et de voter ensemble en faveur ou à l'encontre de certaines résolutions controversées.

À la lumière de la réalité d'aujourd'hui, et en rétrospective, ces principes ne sont pas seulement dépassés. Ils sont presque dangereux dans la mesure où ils consacrent l'État-nation comme le principal, voire l'unique acteur légitime dans les relations internationales, et ce, indépendamment de la nature des régimes en place dans chaque État. Cette conception, à laquelle souscrivaient de nombreuses personnes durant la guerre froide, est compréhensible uniquement si on se réfère au contexte idéologique de l'époque.

D'une part, le Mouvement des pays non-alignés ne voyait pour ainsi dire pas l'utilité de soumettre à une instance internationale des questions concernant les droits de l'homme ou l'environnement, pas plus qu'il n'accordait de légitimité aux intervenants comme les organisations non gouvernementales. D'autre part, au nom de la souveraineté absolue des gouvernements, certains pays non alignés ont occasionnellement et tacitement cautionné des régimes autoritaires, coupables dans certains de graves violations des droits de la personne.

Les pays démocratiques du Sud étaient réticents à appuyer inconditionnellement le concept de non-alignement. Certains d'entre eux n'ont d'ailleurs jamais adhéré au mouvement de façon officielle.

Pour ceux qui avaient choisi la défense de la démocratie comme élément clé de leur stratégie politique, comme ce fut le cas des gens de ma génération au Brésil, il était clair qu'il fallait chercher des alliés solides à l'extérieur du Mouvement des non-alignés. Les organisations non gouvernementales et, paradoxalement,

certains partis politiques des démocraties occidentales nous ont fourni nos alliés les plus précieux, et ce, en dépit du fait que les régimes militaires s'étaient arrogé le pouvoir en Amérique latine, avec la complicité du géant américain. La situation avait toutefois changé grâce à l'intervention du président Jimmy Carter, qui, grâce à sa politique sur les droits de l'homme a écrit une page d'histoire en favorisant la démocratie en Amérique latine.

Vers la fin de la guerre froide, le Mouvement des non-alignés a perdu son attrait et sa raison d'être. Aujourd'hui, ce mouvement est presque disparu de la face du monde, non sans avoir accompli son rôle dans l'histoire : faire entendre la voix du Sud pour la première fois.

## **La voix du Sud**

C'est dans le cadre de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), en 1964, que la voix des pays du Sud a résonné. Au moment d'aborder les enjeux d'ordre économique, les pays du Sud ont fait montre d'une cohérence accrue, le sous-développement constituant un problème bien trop criant pour qu'on puisse l'ignorer.

Les pays du Sud pouvaient s'exprimer plus aisément et faisaient preuve de plus d'unité à l'égard de leur quête commune pour le développement durable qu'à l'égard du conflit opposant l'Est et l'Ouest, qui semait la division entre eux. En outre, ils pouvaient déclarer que la justice les appuyait et que la lutte en faveur du développement constituait un combat que les pays défavorisés avaient raison de mener.

Lors de cette première CNUCED, de nombreuses études et recherches avaient déjà été réalisées sur des questions de développement interreliées comme : (i) la détérioration des termes de l'échange des produits de base par rapport aux produits industriels ; (ii) le système de commerce international et les obstacles à l'exportation depuis les pays pauvres ; (iii) le rôle des multinationales et du transfert technologique entre le Nord et le Sud ; (iv) la substitution des importations, la protection des marchés intérieurs et les autres conditions préalables aux stratégies d'industrialisation ; et (v) les conditions de développement dans les économies dites « dépendantes ».

Je ne reviendrai pas ici sur tous les détails de ce travail théorique de longue haleine, qui a été accompli en grande partie dans les années 60 et 70, et qui demeure aujourd'hui un des meilleurs moyens de comprendre les rouages internes du sous-développement et de sa sociologie.

Les travailleurs scientifiques de l'Amérique latine ont joué un rôle déterminant dans ce débat, surtout au sein de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), ainsi que dans toutes les grandes universités de la région. J'appartenais moi-même à une génération de travailleurs scientifiques latino-américains qui comprenait Raul Prebisch, le premier secrétaire général de la CNUCED.

Dès sa première conférence en 1964, et jusqu'au début des années 80, la CNUCED a été la tribune de choix des pays en développement pour faire avancer le débat et entretenir des négociations visant à transformer les règles économiques internationales à leur avantage. Ces pays ont formé le Groupe des 77, proclamant que le commerce, plutôt que l'aide internationale, était la solution à leurs problèmes. Ils ont fondé beaucoup d'espoirs en l'exercice de la CNUCED. De plus, la réponse initiale du Nord a semblé leur inspirer un certain optimisme.

### **Quelques réalisations de la CNUCED**

- L'établissement du principe de non-réciprocité du commerce entre le Nord et le Sud, plutôt que la stricte réciprocité qui constituait le fondement de toute négociation au GATT (aujourd'hui l'Organisation mondiale du commerce), où une des parties ne faisait des concessions que si d'autres parties faisaient de même. La dérogation de la CNUCED au principe de la réciprocité avait toutefois des conditions; elle reposait sur l'accès préférentiel au marché des pays riches, qui était accordé unilatéralement par chacun d'eux pour des produits précis des différents pays exportateurs. Ce mécanisme, connu sous le nom de Système généralisé de préférences (SGP), ne représentait pas seulement un gain conceptuel; il a eu des répercussions réelles sur les revenus d'exportation des pays du Sud. Cependant, le SGP accordait aussi une vaste autorité discriminatoire aux pays accordant les préférences. Ceux-ci pouvaient en effet suspendre les préférences ou les retirer de la liste des concessions en tout temps. Le SGP est toujours en vigueur et il est important pour certains pays, mais il ne représente plus qu'une part de plus en plus infime des exportations de l'ensemble des pays en développement.



- La CNUCED a aussi été la tribune de négociation des accords sur les produits, tels que le café, le cacao, le sucre et l'étain. Ces accords comprenaient des clauses qui limitaient ou tentaient de gérer l'approvisionnement (au moyen de stocks tampons ou de quotas d'exportation) dans le but de soutenir les prix des matières premières. L'OPEP a servi de modèle. Ces accords ont fonctionné pendant un certain temps, surtout dans les années 70. Les marchés se sont toutefois révélés plus forts que toutes les tentatives faites pour les asservir. Contrairement à la situation du pétrole, la hausse des prix a inévitablement entraîné une augmentation rapide de l'approvisionnement des produits comme le café et le cacao, et tous les accords sur les produits ont éventuellement échoué, certains non sans fracas.

- Au fil du temps, la CNUCED s'est aussi transformée en une sorte de groupe de réflexion sur les questions liées au développement, et a participé aux négociations qui s'y tenaient, de même qu'au débat élargi sur le développement. Si elle a cessé d'être une tribune pour les négociations Nord-Sud dans les années 80, la CNUCED est demeurée un groupe de réflexion.

### **Le dialogue Nord-Sud**

L'expression «dialogue Nord-Sud» est devenue une formule courante dans les années 70, dans le contexte d'un débat de plus en plus acrimonieux et hautement politisé.

Vers le milieu des années 70, lorsque le pouvoir de l'OPEP a atteint son paroxysme et que les États-Unis, figure de proue du Nord, se sont retrouvés affaiblis en sol domestique comme à l'étranger par la guerre du Vietnam, le Sud s'est senti ragaillardir.

Pour le Sud, l'objectif ambitieux de ce dialogue consistait à créer rien de moins qu'un soi-disant «nouvel ordre économique international» qui serait «plus juste».

Il s'agissait là de nobles idéaux qui, malheureusement, étaient déconnectés de la réalité. Les représentants des gouvernements des pays du Sud semblaient croire qu'ils pouvaient, à eux seuls, redessiner tout le cadre institutionnel et réglementaire international régissant les activités des intervenants économiques. Et que tout le monde serait d'accord avec leurs propositions.

Ce « dialogue » avait-il des chances de réussir ? Pas du tout ! La substitution d'argumentation analytique et de raisonnement économique par le volontarisme, le militantisme et les phrases creuses a été un signe indéniable pour tous les observateurs que le dialogue se dirigeait vers un mur. Ce n'était qu'une question de temps.

Ce mur s'est dressé au Mexique, en 1982, non sans avertissement. La situation internationale qui prévalait au milieu des années 70 avait déjà changé. Les États-Unis et le Royaume-Uni étaient dirigés par de nouveaux chefs puissants, notamment Ronald Reagan et Margaret Thatcher. À l'opposé, les pays de l'Europe de l'Est montraient déjà des signes de vulnérabilité, surtout au chapitre économique, et leur effondrement s'est produit peu après. Quant au Sud, en 1982 la crise de la dette étrangère avait déjà révélé la fragilité des économies de certains des pays les plus importants de la région, dont le Brésil, le Mexique, l'Argentine, la Corée du Sud et l'Indonésie.

Le dialogue Nord-Sud et le « nouvel ordre économique international plus juste » ont donc été enterrés dans le sable des superbes plages de Cancun, à la suite d'un arrêt de mort unilatéral prononcé par le Nord à l'occasion d'un sommet qui s'est déroulé dans une ambiance amère. Une fin mélancolique à plusieurs décennies de travail acharné et de rêves avortés. À la suite de ce sommet, les relations Nord-Sud imaginées et entretenues au cours des décennies précédentes ont tout simplement cessé d'exister.

### **Un nouveau concept de développement**

Dans une certaine mesure, l'échec à Cancun est un élément d'un tableau beaucoup plus vaste qui allait devenir d'une grande limpidité vers le milieu des années 80. Tout était en place alors pour la victoire de l'Ouest sur l'Est à l'issue de la guerre froide. Et pour l'émergence, presque universelle, des valeurs occidentales que sont la démocratie et l'économie de marché, dont certaines transactions ont d'ailleurs eu des conséquences directes sur le débat international relatif au développement.

Premièrement, le concept du développement a changé. Au cours des années 60 et 70, le concept du développement était limité presque exclusivement à la croissance économique, comme si le progrès matériel s'étendrait automatiquement à tous les aspects de la vie humaine et contribuerait à améliorer les conditions de vie de chacun.

Dans les années 80, cette perspective quelque peu simpliste du développement est devenue une composante, bien qu'importante, d'une structure théorique plus éparpillée qui comprenait, entre autres choses : la préoccupation environnementale à l'égard du « développement durable », préconisée dans le rapport Brundtland de 1986 ; l'approche axée sur le « développement humain », expliquée en détail par le Programme des Nations Unies pour le développement, avec l'appui des ONG ; et bien sûr diverses notions telles que « le commerce équitable » et le « développement holistique ».

La prise en compte graduelle des éléments liés à la qualité de vie et à l'équité en matière de développement a eu pour effet d'intégrer les valeurs démocratiques de notre époque aux débats et a constitué un pas vers la reconnaissance de la dynamique plus complexe du changement social dans les sociétés de masse modernes. Au même moment, la fragmentation du fondement conceptuel du développement a fait en sorte qu'il était plus difficile, et peu probable, d'envisager un modèle pour les négociations Nord-Sud, auquel il aurait fallu intégrer d'innombrables parties prenantes.

Deuxièmement, après Cancun, les négociations commerciales Nord-Sud ne pouvaient plus se dérouler à la CNUCED. Le GATT, que le Sud avait jusqu'alors considéré comme un « club de riches », a repris sa place au cœur des débats.

Une nouvelle ronde de discussions commerciales, le Cycle d'Uruguay, a vu le jour en 1986. Les débats n'ont porté que sur des questions indirectement liées au commerce, telles que la protection de la propriété intellectuelle, les mesures liées aux investissements étrangers et les services. Ces enjeux préoccupaient surtout le Nord, et en 1994, au moment où les accords du Cycle d'Uruguay ont été signés, on notait déjà des progrès dans ces secteurs. Par contre, on avançait lentement dans les dossiers liés au commerce des produits agricoles et à la réduction des tarifs douaniers et autres barrières aux exportations des économies en voie de développement.

Le GATT est devenu l'OMC en 1994 et depuis, le nombre de ses membres a considérablement augmenté. Aujourd'hui, aucun des États du Sud ne remet en question le mandat de l'OMC. Au contraire, peu d'entre eux nieraient le fait qu'il y va de l'intérêt des pays du Sud de sauvegarder le système de règles gouvernant le commerce international établi par l'OMC, car il s'agit du meilleur moyen de défense contre les actions unilatérales et le protectionnisme des pays riches. Voilà le point de vue du G-20, créé en 2003.

Troisièmement, et fait plus important encore, au cours des années 80 et 90, la diversité croissante des conditions économiques et sociales des pays en voie de développement est devenue manifeste.

Cette absence d'identité commune, d'un minimum d'homogénéité, a toujours caractérisé le Sud. Or, au cours des 20 dernières années, la disparité entre les pays en voie de développement s'est accrue à un point tel qu'il est devenu presque impossible pour ceux-ci de faire front commun dans les discussions à l'échelle mondiale. Le démantèlement de l'Union soviétique et le succès qu'ont connu certains pays d'Asie n'ont fait qu'exacerber le problème.

Si certains pays du Sud ont réussi mieux que d'autres à faire face aux défis posés par la nouvelle donne internationale, on remarque que c'est grâce aux choix qu'ils ont faits sur le plan national.

Aujourd'hui, le débat s'insère dans un contexte complètement à l'opposé de ce qu'il était dans les années 60 et 70. En cas d'échec, on souligne désormais le manque de leadership de certains pays du Sud plutôt que «l'ordre économique international injuste».

Par conséquent, les discussions visant à créer des conditions internationales favorables au développement ont graduellement cédé le pas au débat sur la gestion interne de chacun des pays pauvres. Ce glissement a isolé davantage les pays du Sud, puisque leur politique étrangère dépend de l'interaction entre leurs projets nationaux respectifs et les choix internationaux qui s'offrent à eux.

Nous sommes maintenant en présence de politiques individuelles, de négociations individuelles et de choix individuels, le tout dans un contexte international beaucoup plus complexe et fragmenté, où les partenaires se succèdent et où les coalitions varient en fonction des enjeux. Il reste bien peu de place pour des négociations collectives détaillées. Ce nouvel exercice s'avère difficile, voire âpre, avec des conséquences imprévisibles, quoique plus réalistes.

### **Les négociations Nord-Sud ; une période de transition**

Quel est l'avenir des négociations Nord-Sud, s'il en est un, dans le contexte international actuel ?

Avant de répondre à cette question, permettez-moi tout d'abord d'écartier d'emblée toute vision pessimiste, malgré la conjoncture actuelle. Contrairement à plusieurs gens de ma génération, je refuse, par nature et par instinct, de me laisser envahir par un sentiment de désespoir face à l'état actuel du monde.

Nous vivons à une époque incertaine, provisoire, où la transition entre l'ancien et le nouveau système n'est pas encore terminée. L'ancien ordre mondial, celui de la guerre froide, est révolu à jamais. Mais le nouveau cadre ou modèle de relations internationales reste encore à définir. Ce vide crée de l'angoisse.

Cette situation n'est pas sans rappeler celle décrite dans le célèbre roman de Lampedusa, *Le Guépard*, dont l'action se situe dans l'Italie du milieu du 19<sup>e</sup> siècle, et où il était clair, déjà, que la monarchie et l'aristocratie étaient condamnées, mais où la démocratie et la bourgeoisie n'avaient pas encore complètement triomphé.

Plusieurs signes indiquent que nous traversons actuellement une période de transition :

i) La multiplication des États souverains a provoqué une fragmentation du monde. L'intégration de ces nouveaux États au sein des institutions internationales existantes constitue une tâche gigantesque ;

ii) Une deuxième caractéristique de notre époque est l'érosion du pouvoir des gouvernements. Au chapitre économique, toute décision ou élaboration de politique par un gouvernement est assujettie aux lois du marché. Quant aux décisions politiques, elles résultent d'un processus de délibération complexe où l'intérêt du gouvernement n'est qu'un élément parmi d'autres et où les ONG, tout comme les représentants des groupes d'intérêts et les médias, occupent une place de choix ;

iii) Un troisième élément concerne la nature transnationale de la plupart des grands enjeux de l'heure. Le terrorisme, la protection de l'environnement, l'exode des populations et le trafic de stupéfiants ne sont que quelques-uns des enjeux cruciaux auxquels aucun pays ne peut faire face isolément.

iv) Alors que les problèmes se situent maintenant à l'échelle internationale, nos institutions sont restées essentiellement les mêmes depuis leur création, il y a

soixante ans : elles conservent leur nature intergouvernementale et entendent difficilement les voix provenant de certains segments de la société. Et comme elles comptent de plus en plus d'intervenants, elles sont mal outillées pour relever des défis qui ont tendance à se mondialiser.

Il résulte de tout cela un besoin croissant de créer les mécanismes d'une véritable gouvernance démocratique internationale. À cet effet, le secrétaire général, Kofi Annan, vient de rendre public les éléments d'une possible réforme des Nations Unies.

Je vois déjà le rôle très important que joueront au sein d'institutions internationales renouvelées les pays que l'on a appelés le Sud, le Tiers Monde, les pays en voie de développement et les économies émergentes.

La vaste majorité des habitants de la planète vit dans les pays du Sud. Ces dernières années, le Sud est devenu de plus en plus démocratique et de plus en plus intégré dans l'économie mondiale.

Une communication transfrontalière efficace et accessible permettra aux populations du Sud de briser l'isolement relatif dans lequel elles se trouvaient, encore récemment, par rapport aux progrès réalisés ailleurs dans le monde. Elles voudront participer à cette avancée et devront le faire.

Je ne vois pas les pays du Sud se liguier, en se fondant sur une notion simplifiée du développement, pour exiger du Nord des concessions unilatérales sur des questions commerciales. Cette attitude est chose du passé.

Je vois plutôt des peuples, agissant de concert avec leur gouvernement, s'affirmer et faire prévaloir leur point de vue sur un vaste éventail de sujets à l'occasion des rencontres internationales. Leur talent sera nécessaire pour les nombreuses décisions à prendre dans le cadre du débat sur le développement. Ce seront des sociétés dynamiques.

Cependant, les éléments théoriques de ce nouveau modèle de relations Nord-Sud restent à définir. Voilà qui peut constituer un défi pour les étudiants présents dans cette salle. Si j'ai su éveiller chez certains d'entre vous un intérêt particulier pour ce défi intellectuel, ma visite ici aujourd'hui n'aura pas été inutile.



## **Les rapports Nord-Sud dans un contexte d'équilibre mondial en mutation**

Le Président Cardoso conclut cette conférence en soutenant que la période actuelle des rapports Nord-Sud en est une de transition : un régime nouveau n'est pas encore fermement en place mais les marques distinctes de l'ancien régime sont, elles, bel et bien derrière nous.

Des signes évidents de transition se profilent soit, la multiplication des États souverains, l'érosion du pouvoir des gouvernements, la nature transnationale des enjeux de l'heure, des institutions ancrées dans une dynamique essentiellement intergouvernementale alors que les problèmes et défis se mondialisent et se situent à l'échelle internationale. Un besoin pressant se fait sentir : créer les mécanismes d'une véritable gouvernance démocratique internationale. Les pays du Sud, où vit la vaste majorité des habitants de la planète, pourraient y contribuer dans la mesure où s'affirmeront leurs peuples, agissant de concert avec leur gouvernement, pour faire valoir, bien au-delà du seul développement économique, un vaste éventail de sujets constitutifs d'une société démocratique. Reste que le modèle théorique de ces nouvelles relations Nord-Sud est à définir.

Les traces laissées par l'ancien régime des rapports Nord-Sud sont derrière nous. Après la deuxième Guerre mondiale, les pays sous-développés constituant le « Sud » ou le « Tiers monde » s'étaient graduellement associés, les Conférences de Bandung et de Belgrade jouant un rôle crucial, autour d'enjeux économiques et sociaux divers pour créer le Mouvement des pays non-alignés. Ce Mouvement s'épuisant, la fin de la guerre froide vit apparaître les Conférences des Nations Unies sur le commerce et le développement, mettant de l'avant le développement global souhaité par le Sud à même une transformation des règles économiques internationales. Le « nouvel ordre économique international » réclamé n'a pas vu le jour ; ce fut plutôt l'impasse, consacrée par le sommet du Mexique en 1982 sur fond de crise de la dette étrangère des pays du Sud. Bientôt le General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), auquel succède l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dictera les règles du commerce international selon les prescriptions du Nord. La disparité socio-économique croissante entre pays du Sud fait aussi en sorte que ces derniers arrivent à la période actuelle de transition des rapports Nord-Sud davantage comme des acteurs individuels et dans un contexte international fragmenté.